



## Demande de subvention

### INVESTISSEMENTS NON-PRODUCTIFS

### Accompagner l'investissement non-productif favorisant la qualité de l'eau et la biodiversité dans le secteur agricole – AAP 2022

### Type d'Opération 4.4 du Programme de Développement Rural CENTRE - VAL DE LOIRE 2014-2022

Cette demande d'aide, une fois complétée, constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Où faire parvenir votre dossier ?	<p>Veillez transmettre l'original au Guichet Unique Service Instructeur à savoir, la <b>DDT (Direction départementale des territoires)</b> du département du siège de votre exploitation + <b>1 exemplaire en version électronique (cf adresses mail dans la notice)</b></p> <p>Veillez également en conserver un exemplaire.</p>
Contact en cas de besoin d'assistance	Votre DDT, Guichet Unique Service Instructeur (GUSI)
Appel à projet : date limite de remise des dossiers de demande	<p>Appel à projets 2022</p> <p>Date limite (le cachet de la poste faisant foi) : <b>15 mars 2023</b></p>

**Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.**

#### **ATTENTION :**

- Toute dépense démarrée avant la date de dépôt du dossier **complet** ne pourra pas être financée (est considéré comme un commencement d'opération la signature d'un devis ou bon de commande, facture...).
- L'accusé réception du dossier complet ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

#### **Cadre réservé à l'administration**

N° de dossier OSIRIS : \_\_\_\_\_ Date de réception : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

Nom du porteur de projet : \_\_\_\_\_

Autres informations : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_





**POUR LES PERSONNES MORALES**

Nombre d'associés - exploitants : |\_\_|\_\_|

Nom et prénom des associés exploitants Ou dénomination sociale <i>(cas des fondations, des associations sans but lucratif et des établissements d'enseignement et de recherche agricole) remplissant les conditions d'âge (1)</i>	N° PACAGE ou N° SIRET	Date de naissance	Sexe	JA (2) Si oui, cochez la case	NI (3) Si oui, cochez la case	% de parts sociales	Date d'installation	Projet inscrit dans votre plan d'entreprise	Pour JA en cours d'installation : date de dépôt dossier JA
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	
			<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	

(1) Avoir au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de dépôt de la demande. Au moins un des associés doit remplir cette condition.

(2) JA : Jeune Agriculteur bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé depuis moins de 5 ans par rapport à la date figurant sur votre certificat de conformité CJA

(3) NI : Nouvel Installé : Installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide (date d'inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation)

### 3- CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a. Localisation du siège de l'exploitation :  Identique à la localisation du demandeur

Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : |\_\_|\_\_|\_\_|\_\_|\_\_| Commune : \_\_\_\_\_

b. Surface agricole utile de l'exploitation : \_\_\_\_\_ ha<sup>1</sup>

c. Votre exploitation ou votre projet est-elle (il) concerné(e) par les zonages suivants :

• Projet en zone défavorisée :  non  défavorisée simple (nouveau zonage 2019 : zone soumise à des contraintes naturelles-ZSCN- ou à des contraintes spécifiques-ZSCS)

• Projet en zone vulnérable antérieure à 2012 :  Oui  Non

• Projet en zone vulnérable 2017 :  Oui  Non

• Projet en zone vulnérable 2018 :  Oui  Non

• Siège ou 1 parcelle de l'exploitation en zone d'alimentation d'un bassin de captage d'eau potable :  Oui  Non

Si oui, nom du captage : \_\_\_\_\_

• Siège ou 1 parcelle de l'exploitation en zone sous contrat de bassin ou sous contrat territorial Agence de l'eau :  Oui  Non

Si oui, nom du contrat : \_\_\_\_\_

Section cadastrale du projet (pour commune classée en partie seulement en ZV) : \_\_\_\_\_

• Site Natura 2000 :  Oui  Non

1 A renseigner sur la base de la déclaration de surface PAC ou à défaut sur la base du relevé parcellaire MSA.

Si oui, nom du site : \_\_\_\_\_

**d. Situation à l'égard de la réglementation sur les installations classées (ICPE) :**

Votre exploitation est :  déclarée  enregistrée  autorisée au titre de la réglementation susvisée.  
 non soumise (Règlement sanitaire départemental - RSD)

Précisez les ateliers / productions concernés : \_\_\_\_\_

**e. Situation de votre exploitation au regard des normes réglementaires**

**e.1 Normes liées à la gestion des effluents animaux**

Si votre exploitation n'est pas aux normes au regard de la gestion des effluents d'élevage, avez-vous réalisé un diagnostic Dixel qui démontre qu'après réalisation de votre projet de bâtiment, votre exploitation détiendra les capacités de stockage pour l'exploitation ?  Oui  Non

**e.2 Normes liés au bien-être des animaux (si ces ateliers sont directement concernés par le projet)**

Vous êtes aux normes pour les ateliers suivants :

- |                                       |                              |                              |
|---------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| • Veaux de boucherie                  | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| • Gros bovins lait ou viande          | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| • Porcs reproducteurs (truies)        | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| • Poules pondeuses                    | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |
| • Palmipèdes gras (cages collectives) | <input type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non |

**f. Démarches collectives**

Êtes-vous adhérent à une ou plusieurs Organisation de producteurs ?  Oui  Non

Si oui, précisez :

Nom de l'OP ou des OP : \_\_\_\_\_

N° SIRET de l'OP ou des OP : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

L'exploitation agricole est-elle adhérente à une CUMA ?  Oui  Non

Si oui, précisez :

Nom de la CUMA : \_\_\_\_\_

N° de la CUMA : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

L'exploitation agricole est-elle membre d'un GIEE ?  Oui  Non

Si oui, quelle est sa vocation ? \_\_\_\_\_

**g. L'exploitation dispose-t-elle déjà d'une certification environnementale ?**

niveau 2  HVE, niveau 3  Non

**h. L'exploitation est-elle reconnue en agriculture biologique ?**

Oui en totalité  Oui partiellement  Non

**L'exploitation est-elle en cours de conversion en agriculture biologique ?**

Oui en totalité  Oui partiellement  Non

**i. L'exploitation bénéficie-t-elle d'un signe officiel de qualité (label rouge, AOC, AOP, IGP, spécialité traditionnelle garantie, agriculture biologique) ?**

Oui  Non

Si oui, lequel : \_\_\_\_\_

**j. L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC système (hors MAEC zones intermédiaires) ?**

Oui, exploitation déjà engagée  Oui, en cours de contractualisation  Non

Si oui, quel est le code de cette MAEC (IT 2015-1070) Code : \_\_\_\_\_



## 5- IDENTIFICATION DU PROJET

Adresse du projet :  Identique à la localisation du siège d'exploitation / du siège de la CUMA ou du GIEE

S'il s'agit, entre autres, d'un projet bâtiment, aire de lavage, etc., êtes-vous propriétaire du terrain concerné par les travaux ?  Oui  Non

Si non, avez-vous l'accord du propriétaire (joindre l'accord du propriétaire) ?  Oui  Non

Période prévisionnelle de réalisation du projet :

du |\_|\_| / |\_|\_| / |\_|\_|\_|\_| au |\_|\_| / |\_|\_| / |\_|\_|\_|\_|

L'opération s'inscrit-elle dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ?  Oui  Non

**Prévision du nombre d'emplois créés par le projet (en ETP) :**

Aucun  0,5  1  1,5  2  plus de 2

Le projet concerne-t-il une ou plusieurs démarches de qualité (hors AB et HVE) ?  Oui  Non

Si oui, laquelle (lesquelles) ?

Signe officiel de la Qualité et de l'origine (SIQO)  Mention Valorisante (MV)  MV et SIQO  
 Certification de Conformité Produit (CCP)

## 6 - CRITÈRES DE SÉLECTION

Les critères de sélection permettent de noter votre projet. Les projets dont la note est inférieure à 100 points ne sont pas financés.

Vous vous engagez à respecter les critères que vous aurez cochés.

Critère	Définition		Pièce justificative
<b>0. Préambule</b>			
Diagnostic ou formation	- Projet en cohérence avec les conclusions d'un diagnostic ou d'un audit global d'exploitation (technique et économique) s'il n'est pas obligatoire, d'un diagnostic réalisé par un organisme agréé (diagnostic de charges de mécanisation, dispositif DINA) - Porteur du projet ayant suivi une formation qualifiante* dans les 2 ans précédant le dépôt du dossier * formation visant le perfectionnement des compétences dans un métier, pouvant être de courte durée et permettant d'obtenir une attestation de stage en fin de formation. Cette formation devra relever d'une des 5 catégories de formations, telles que présentées dans les catalogues des chambres d'agriculture : « gestion de l'entreprise », « gestion des ressources humaines », « coûts de production », « agriculture biologique », « utilisation des TIC »	<input type="checkbox"/>	Copie du diagnostic ou de l'audit <b>conforme à la trame en annexe 2</b> <b>Ou diagnostic DINA pour les CUMA</b>  Ou attestation de formation
<b>1. Porteur de projet</b>			
Centre d'expérimentation ou de recherche	Centres techniques agricoles ou INRAE	<input type="checkbox"/>	
Jeune Agriculteur /Nouvel Installé	Projet porté par une exploitation qui comprend au moins : - soit un Jeune agriculteur (au sens du règlement européen 1305/2013 art 2-1n : a minima accusé de réception de la demande de DJA au moment du dépôt de la demande d'aide 4.1), - soit un Nouvel installé depuis moins de 5 ans au moment du dépôt de la demande d'aide - projet porté par une CUMA ayant au moins 20% des adhérents /utilisateurs du matériel concerné répondant aux critères Jeune Agriculteur/Nouvel Installé.	<input type="checkbox"/>	Attestation MSA ou RJA/CJA
CUMA	Projet porté par une CUMA	<input type="checkbox"/>	Description du projet
<b>2. Economie</b>			
Pérennité de l'exploitation	Investissement immobilier (bâtiment, travaux liés à un bâtiment, ...)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	<u>Viticulture</u> :	<input type="checkbox"/>	Attestation ARFV

	<p>- plantations et renouvellement de vigne : taux de renouvellement de 2,5% par an minimum sur 3 campagnes (Calcul sur la base du Casier Viticole Informatisé : nombre d'hectares de vignes dans l'exploitation et densité moyenne et factures acquittées du nombre de plants acheté sur la campagne N-1, N-2, N-3 ou N, N-1, N-2) ou</p> <p>- investissements dans un bâtiment (dans le cadre de l'OCM Viti-vinicole) au cours des 3 dernières années</p> <p><u>Arboriculture :</u></p> <p>- plantations et renouvellement de verger : taux de renouvellement de 4% par an minimum sur 3 campagnes (sur la base de justificatif de l'aide demandée ou octroyée par FAM ou des factures acquittées pour la plantation hors dispositif d'aide sur la campagne N-1, N-2, N-3 ou N, N-1, N-2 )</p> <p>ou</p> <p>Investissements de protection des vergers sur 3 campagnes.</p>	<input type="checkbox"/>  <input type="checkbox"/>  <input type="checkbox"/>	<p>Justificatif de l'aide</p> <p>Attestation de la CRACVL sur la base de justificatif de l'aide demandée ou octroyée par FAM ou sur la base de factures acquittées pour les plantations hors dispositif d'aide</p> <p>Factures</p>
<b>3. Environnement</b>			
Exploitation en agriculture biologique ou - Certification environnementale de niveau 3 (HVE) ou - Certification environnementale de niveau 2	<p>Exploitation engagée totalement ou partiellement en agriculture biologique</p> <p>Exploitation qui possède une certification environnementale de niveau 3 (Haute Valeur Environnementale ou HVE)</p> <p>Exploitation qui possède une certification environnementale de niveau 2</p>	<input type="checkbox"/>	Attestation ou certificat de l'organisme certificateur
Investissements du plan Ecophyto	Projet composé <u>exclusivement</u> de matériels éligibles au plan Ecophyto	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Gestion/protection de la ressource en eau	Matériel permettant l'entretien et la restauration de milieux humides (chenillettes, pneus basse pression, matériel de colmatage de drains de zone humide)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Clôture pour défense de zone sensible (zones humides, mares, cours d'eau ...)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
Biodiversité	Plantation de haies faisant l'objet de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Exploitation engagée dans une MAEC Préservation des Races Menacées ou Préservation des Ressources Végétales	<input type="checkbox"/>	Copie de l'engagement
	Barre d'effarouchement mise en place depuis moins d'un an ou faisant l'objet de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Exploitation engagée dans une contractualisation avec un apiculteur	<input type="checkbox"/>	Copie adhésion
Erosion	Ouvrages collectifs de lutte contre l'érosion, bassin de rétention réalisés depuis moins d'un an ou faisant l'objet de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Aménagements d'hydraulique douce : fascine, talus, talus planté, noue réalisés depuis moins d'un an ou faisant l'objet de la demande d'aide	<input type="checkbox"/>	Description du projet
<b>4. Filières de production</b>			
Filière	Filière couverte par un contrat d'appui au projet	<input type="checkbox"/>	Description du projet
<b>5.Territoire</b>			
Territoire spécifique	Bassins alimentation de captage eau potable	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Zone Natura 2000	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Territoire sous contrat Agence de l'eau	<input type="checkbox"/>	Description du projet
<b>6.Autres</b>			
Projet innovant	Agriculteur / CUMA participe à un projet innovant ou membre d'un groupe innovant = projet déposé dans le cadre d'appel à candidature en lien avec l'innovation : - CAP Action Innovation Régionale - PTR (Prestation technologique réseau) - Présentation d'un projet au FUI (fonds des pôles de compétitivité)	<input type="checkbox"/>	Copie du projet déposé
	Agriculteur ou son exploitation / CUMA est engagé(e) dans un groupe innovant, et investissement en lien avec la thématique portée par le groupe. Exploitation / CUMA : - membre d'un GIEE - engagée dans un groupe opérationnel PEI	<input type="checkbox"/>	Copie convention

	- engagée dans un réseau DEPHY - pilote du programme Herbe et Fourrage		
Projet agroécologique	Exploitation qui met en œuvre 1 des sous actions suivantes : - engagement dans une MAEC système - Inscription dans un signe de qualité des produits : Label Rouge, AOC, AOP, IGP, spécialité traditionnelle garantie (STG), Agriculture Biologique - adhésion à un GIEE - certification HVE niveau 3 - suivi d'une formation concernant la mise en place de pratiques agroécologiques (formation allant au-delà de l'application de la réglementation) - exploitation engagée dans une démarche reconnue : diagnostic et suivi de la biodiversité, Protection Biologique Intégrée, Vergers écoresponsables, Terra vitis, couverts agri faune... - exploitation adhérente à l'action PastoLoire ou action locale de synergie entre troupeau et milieu naturel - exploitation engagée dans la transition vers l'agro-écologie à bas niveau de produits phytopharmaceutiques : groupe « 30 000 » ou réseau DEPHY - participation au programme Herbe et Fourrage	<input type="checkbox"/>	Copie convention ou certification ou attestation d'adhésion
Lien avec stratégie de CAP filière ou filière locale ou transformation dans une IAA locale ou projet collectif	Investissement prévu répondant aux priorités et/ou aux orientations prévues dans un des CAP Filières du Conseil régional OU investissements d'une CUMA validés par les comités de filière (l'investissement est présent dans la fiche CUMA du document CAPEX du Conseil régional)	<input type="checkbox"/>	Description du projet
	Transformation dans une IAA située à moins de 60 km du siège de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	Facture
	Investissement présenté dans le cadre d'un projet porté par un GIEE, un PEI...	<input type="checkbox"/>	Description du projet

## 7- DESCRIPTION DU PROJET

### DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

## 8-PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

### LES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

NB : les dépenses d'auto-construction ne sont pas éligibles dans le cadre de cet appel à projets.

Présentez vos dépenses par postes de travaux en montants Hors Taxe (HT)

### **MATERIEL**

Partie réservée à l'administration	Libellé de l'investissement projeté	Nbre de matériel	Montant total (HT)	N° devis
INP				
	<b>TOTAL DU PROJET</b>			



## 9- OBLIGATIONS GÉNÉRALES

### ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides du TO 4.4

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privés que celles présentées dans le plan de financement.
- Ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques.
- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- Que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de mon dossier complet auprès de la DDT de mon département (pas de devis signé ou bon de commande, factures...).

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma (notre) demande au titre des points de contrôle des normes minimales, telles que précisées dans la notice, attachées à l'investissement aidé et jusqu'à la date de dépôt de la demande,
- Respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reporter à la notice d'information),
- Être à jour de mes (nos) cotisations sociales (en cas de personne morale, cotisations de la société et de chacun des associés exploitants)
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural.
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.
- Respecter les critères qui ont rendu mon projet éligible et qui lui ont permis d'être sélectionné
- Avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet.
- Condition supplémentaire **uniquement si le projet est retenu avec un financement par des crédits de l'Etat** : « être à jour de mes obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (arrêté du 21 août 2018 pris en application de l'article 3 du décret 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement) »

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération.
- Informer la DDT de mon (notre) département du début d'exécution effectif de l'opération
- Informer la DDT de mon (notre) département de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet.
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet ».
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur.
- Poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du code rural ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date du paiement final.
- Maintenir sur mon (notre) exploitation les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date du paiement final.
- A conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, etc.
- A permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées de contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans.
- Respecter les conditions relatives aux normes minimales requises dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement durant une période de cinq ans à compter à compter de la date du paiement final

- Respecter les obligations européennes en matière de publicité décrites dans la notice qui accompagne le formulaire
- Me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes.
- Fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme.

**Je suis informé(e)** que les informations recueillies feront l'objet de traitements par la Région Centre-Val de Loire destinés à l'instruction de ma demande de subvention ainsi qu'à l'octroi et au traitement de l'aide que je sollicite, si celle-ci est acceptée. Ces traitements ont pour base juridique l'exécution d'une mission d'intérêt public. Les destinataires des données sont les services de la Région Centre Val de Loire, et le cas échéant, les partenaires mentionnés dans le cadre d'intervention de l'aide sollicitée : Agence de services et de paiement, Service instructeur de l'Etat. Les informations recueillies seront conservées par la Région Centre-Val de Loire pendant :

- 2 ans à compter de la décision si votre demande de subvention est refusée ;
- 10 ans à compter de la clôture de la subvention.

A l'issue du délai de conservation, ces données seront susceptibles d'être archivées selon la réglementation en vigueur. En cas de refus de communication des données obligatoires, votre demande de subvention ne pourra être traitée. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données personnelles, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition pour des motifs légitimes, de limitation des traitements vous concernant que vous pouvez exercer par courrier en vous adressant auprès du délégué à la protection des données de la Région Centre Val de Loire : [contact.rgpd@centrevaldeloire.fr](mailto:contact.rgpd@centrevaldeloire.fr) ou 9 rue Saint-Pierre Lentin CS 94117, 45041 Orléans Cedex 1.

Vous êtes informé de votre droit d'introduire toute réclamation auprès de la Commission Nationale de L'informatique et des Libertés (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS Cedex 07).

## 10- LISTE DES PIÈCES À JOINDRE AU DOSSIER

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (classés par type d'investissement) ou factures pour les investissements immatériels (voir la notice)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Plan de situation et plan de masse des travaux	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
K-bis ou exemplaire des statuts	Pour toutes les formes sociétaires hors GAEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité (exploitants individuels)	Pour toute demande, si le demandeur est une personne physique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat d'immatriculation INSEE	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts ou liste des associés (extrait des statuts) ou procès-verbal assemblée générale (traçant entrée/sortie associé)	Pour les GAEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts ou PV assemblée générale ou carte nationale d'identité en cours de validité du représentant légal de la structure	Pour les personnes morales, sauf établissements publics	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Pour un projet « construction ou extension »	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'eau (forage)	Exploitations relevant du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Déclaration ou autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Exploitations relevant du régime d'autorisation ou de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan d'entreprise, attestation MSA qui précise le statut de l'exploitant et la date à laquelle il est devenu cotisant en qualité d'exploitant et copie	Nouvel installé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

du diplôme			
Accusé de réception du dossier de la DJA	Jeune en cours d'installation avec demande de DJA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de l'organisme social (MSA) justifiant que le bénéficiaire est à jour de ses obligations sociales (pour la société et chaque associé exploitant en cas de personne morale)	Agriculteurs sauf CUMA (exploitants agricoles – sociétés, fondations, associations exerçant une activité agricole)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation délivrée par l'administration gestionnaire, mentionnant que le collectif est à jour de ses obligations sociales (MSA) OU document explicitant que le collectif n'est pas concerné	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de l'agrément coopératif attribué par le Haut Conseil de la coopération agricole en cours de validité	Pour les CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Labellisation GIEE attribuée par arrêté préfectoral	Pour les GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Labellisation PEI attribuée par délibération de la Région Centre Val-de-Loire permanente	Pour les Groupes Opérationnels PEI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager le collectif pour ce projet	Pour les CUMA / GIEE / PEI / Société avec gérant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Orientation principale de l'exploitation et du projet (cf annexe 1)	Pour toute demande	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs demandés au dépôt de la demande pour les critères de sélection retenus (pages 6 et 7)	Pour les critères cochés	<input type="checkbox"/>	

Le cas échéant, la DDT pourra demander des pièces supplémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.

Fait à _____	le _____
Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.	

## ANNEXE 1 : ORIENTATION PRINCIPALE DE L'EXPLOITATION ET DU PROJET

OTEX	Code OTEX existant	Code PCAE	Orientation principale de l'EXPLOITATION <i>Cochez la case concernée</i>	Orientation principale du PROJET <i>Cochez la case concernée</i>
Grandes cultures = céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées	1500 + 1600 (sauf 1520 / 1630 / 1640)	1516	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Légumes frais de plein champ	1630	1630	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	-	2901	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Maraîchage (dont melon et fraise)	2800	2800	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	2900	2900	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Viticulture d'appellation (AOP-IGP)	3511+3512+3513	3515	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre viticulture	3520 +3530 +3540	3525	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arboriculture (fruits à pépins ou noyaux hors olives)	3610	3610	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres fruits en cultures pérennes	3900 (sauf 3610 et 3700)	3910	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyculture = diverses associations de cultures sans élevage	6110 + 6120 + 6130 + 6140 + 6150 + 6160	6100	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins lait	4500	4500	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins viande naisseur	4600	4601	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins viande engraisseur		4602	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Veaux de boucherie		4603	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bovins lait et viande	4700	4700	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ovin lait	4810	4801	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ovin viande		4802	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Caprin lait	4830	4803	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Caprin viande		4804	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres herbivores (dont chevaux)	4840	4840	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mixte ruminants	4820	4820	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Truies reproductrices	5110	5110	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porc engraissement	5120 + 5130	5125	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Poules pondeuses	5210	5210	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Poulets de chair	5220 + 5230 + 5300	5201	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Palmipèdes foie gras		5202	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres palmipèdes		5203	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres volailles		5204	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lapins		5206	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyélevage orientation herbivore (y compris chevaux)	7310 + 7320	7315	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyélevage orientation granivore	7410 + 7420	7415	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Polyculture élevage = association cultures et élevage	8310 + 8320 + 8330 + 8340 + 8410 + 8420	8384	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abeilles	8430	8430	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres associations (hors abeilles)	8440	8440	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exploitations non classées	9000	9000	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**NB :** L'orientation principale de l'exploitation se base sur le chiffre d'affaires de la production concernée. Celui-ci doit dépasser les 2/3 du total du chiffre d'affaires de l'exploitation (année N-1 par rapport à l'année de dépôt du projet).

## ANNEXE 2 : TRAME DU DIAGNOSTIC OU DE L'AUDIT GLOBAL D'EXPLOITATION POUR BÉNÉFICIER DES 100 POINTS DE SÉLECTION

### 1. Identité de l'exploitation

Coordonnées de l'exploitation, des personnes auditées  
Historique et évolution de l'exploitation, principaux événements  
Main d'œuvre familiale, salariée, bénévole

### 2. Situation familiale

Pour chacune des personnes, situation familiale, âge, situation des conjoints, nombre et âge des enfants, vacances prises,  
Appréciation de l'exploitant sur le nombre de jours de vacances, sur les contraintes familiales et personnelles, sur les financements pour les études des enfants...

### 3. Productions

Les surfaces en cultures de ventes, en cultures fourragères, les autres ateliers (nombre de têtes, nombre d'UGB...)  
Analyse, comparaison

### 4. Foncier

SAU, mode de faire valoir, description du parcellaire (nombre d'îlots, surface moyenne par parcelle, distance de l'îlot le plus éloigné...), présence de zones particulières, potentiel de production de la SAU (très bonnes terres, terres moyennes, mauvaises terres)  
Appréciation de l'exploitant sur le potentiel de production de l'exploitation sur les avantages et inconvénients du parcellaire,  
Bâtiments : caractère regroupé, situation en zone péri-urbaine, possibilité de développement.  
Appréciation de l'exploitant sur la localisation (est-ce un atout / un frein pour la diversification)  
Analyse, comparaison

### 5. Matériel, équipement aménagement

Description détaillée du matériel, du matériel en commun, des bâtiments d'élevage  
Appréciation du parc (appréciation sur le niveau d'équipement, nombre de pannes, capacité à réaliser davantage de surfaces, niveau d'autonomie, souhait de développement matériel en CUMA ou co-propriété...)  
Cours de mécanisation, recours à l'entreprise, plan d'investissement sur 3-5 ans et commentaires  
Analyse, comparaison

### 6. Production végétales

Rendements moyens, problèmes de salissement, de résistance, de dégâts, priorités dans l'assolement  
Recours aux analyses de terre, méthode utilisée pour apports P et K, reliquats azotés sortie hiver, application du plan de fumure azotée prévisionnel, prise de décision pour les choix techniques conduite des cultures, conseils autres que ceux des fournisseurs d'appro, formation et informations suivies, appréciation de la performance du pulvérisateur, problèmes d'érosion, ruissellement et moyens pour les limiter  
Adaptations faites depuis 10 ans sur le système de culture, adaptations envisagées par l'exploitant  
Analyse, comparaison

### 7. Diagnostic des charges opérationnelles par culture

Calcul et comparaison des charges opérationnelles des différentes cultures

### 8. Atelier(s) d'élevage

Stratégie et objectifs de l'éleveur (développement, maintien, arrêt), vente directe, équipement pénibilité, taille et aspect fonctionnel des bâtiments, adhésion suivi technique ou à un groupe, autonomie alimentaire, utilisation coproduits, prix d'achat concentré, utilisation légumineuses / protéagineux, niveau de fertilisation azotée des prairies  
Par atelier (bovin viande, bovin lait, porc...), description détaillée adaptée à la production  
Analyse, comparaison

### 9. Gestion administrative

Présence d'un bureau, rangement des documents  
Temps consacré au bureau par semaine

Fréquence d'enregistrement des interventions en production végétale, sur le troupeau, fréquence de consultation compte bancaire  
Utilisation de l'informatique (dont utilisation logiciel de comptabilité, traçabilité), réalisation de sauvegardes, niveau de formation évalué  
Appréciation de l'exploitant sur son organisation administrative  
Commentaires

#### **10. Environnement social et économique**

Adhésion à des coopératives et niveau de satisfaction  
Mise en concurrence des fournisseurs  
Pratiques de l'exploitant : groupe technique, formations, partages d'expérience, recours au conseil individuel, sentiment d'isolement  
Travail avec d'autres exploitations  
Commentaires

#### **11. Projets personnels et professionnels**

Quels sont les projets personnels de l'exploitant  
Quels sont les projets professionnels

#### **12. La gestion du temps**

Existence de moments avec sentiments d'être débordé  
Repérage des activités appréciées et celles qui le sont moins

#### **13. Relations entre associés, avec d'autres exploitations, avec les salariés**

Existence d'associés, entre-aide, autre  
Dans ce cadre, missions définies, existence d'un règlement intérieur et son application, avis de l'exploitant bien pris en compte, existence d'un temps dans l'année pour débattre de ces éléments  
Relations avec les salariés : quelle relation est en place (partenariat, côté directif), existence d'un entretien annuel, sentiment de l'exploitant sur sa facilité à gérer du personnel, expérience de l'exploitant sur ce point (combien de salariés temps plein sur les 10 dernières années)  
Dans ce cadre, avis de l'exploitant sur ses rapports avec les salariés  
Responsabilités et engagements extérieurs professionnels et extra-professionnels

#### **14. Diversification**

Descriptif des activités de diversification  
Analyse de la diversification en pourcentage chiffre d'affaire, en temps de travail  
Motivation à cette diversification (nécessité économique, complément de revenu, ouverture, optimisation main d'œuvre, prolongement du produit...)  
Connaissance des coûts de production  
Souhait de l'exploitant (développement, arrêt), investissements nécessaires identifiés et appréciation sur cette activité (surcharge de travail ?)  
Commentaires

#### **15. Indicateurs économiques**

Indicateurs économiques, commentaires sur ces indicateurs,  
Connaissance par l'exploitant de certains (EBE...), appréciation par l'exploitant du niveau des prélèvements privés  
Commentaires

#### **16. Situation financière**

Ratios, analyse pluriannuelle, commentaires

#### **17. Situation réglementaire**

Capacité de l'exploitant à satisfaire aux différents contrôles  
Pratiques de l'exploitant (cahiers d'enregistrement à jour, documents à conserver...)  
Historique des contrôles sur l'exploitation depuis 3 ans, réalisation de l'autodiagnostic conditionnalité, aide potentielle en cas de contrôle

#### **18. Situation actuelle**

Définir la situation actuelle, la possibilité de l'améliorer, sur quels postes

Quels sont les motivations, les atouts, les contraintes, les menaces, les opportunités identifiées par l'exploitant  
Commentaires

**19. Propositions de plan d'actions**

Points forts et points faibles, marges de progrès, plan d'action et échéance par poste (gestion administrative, gestion du temps, environnement social et économique, relations, matériel, production végétale, animale, situation réglementaire, diversification, situation économique, situation financière)

**20. Avis de l'exploitant, valorisation – synthèse de l'étude et co-signature conseiller - exploitant**